

modifié et que l'Alsace-Lorraine restera allemande. L'Italie, qui favorise l'irrédentisme en Autriche, garantit l'Allemagne contre les effets de l'irrédentisme français. Il est vrai que cela importe peu à ceux qui considèrent la triple alliance comme le « contrepoids nécessaire » de l'alliance franco-russe ; il leur semble impossible que la France puisse jamais devenir agresseur ; ils oublient que l'agresseur n'est pas celui qui provoque la guerre, mais celui qui, poussé à bout, est réduit à la déclarer sous peine de déchéance ou de démembrement. Les Boers ont été, juridiquement, les agresseurs, et nous l'avons été, nous-mêmes, en 1870. L'Italie, remarquons-le, reste, en définitive, maîtresse d'apprécier quel est l'agresseur, de façon à tourner, selon son intérêt du moment, ses armes du côté où elle trouvera le plus d'avantages ou à attendre, au besoin, l'issue des premiers combats.

Si l'équilibre des forces n'a pas été modifié dans l'Europe centrale, le rapprochement franco-italien a-t-il du moins sensiblement changé l'état des forces concurrentes dans la Méditerranée ? Il semble bien qu'en effet, depuis plusieurs années, les relations entre l'Italie et l'Angleterre soient devenues moins intimes. La désinvolture avec laquelle les intérêts italiens étaient traités par la diplomatie britannique, les désastres coloniaux, l'obligation de signer, en 1896, avec la France, les conventions qui reconnaissaient l'ordre de choses nouveau en Tunisie, amenèrent peu à peu le gouvernement du Quirinal à s'adresser au cabinet de Paris et à compter plus sur une entente directe avec lui que sur l'appui toujours différé de